

Le zoom de ROSA

Eclairage du mois : S'attaquer au problème de la malnutrition dans les pays en développement

Afin de répondre aux objectifs du millénaire pour le développement, on assiste à un sursaut récent de la communauté internationale pour mettre en avant l'ampleur du phénomène de la malnutrition dans les pays en développement et l'urgente nécessité d'y faire face.

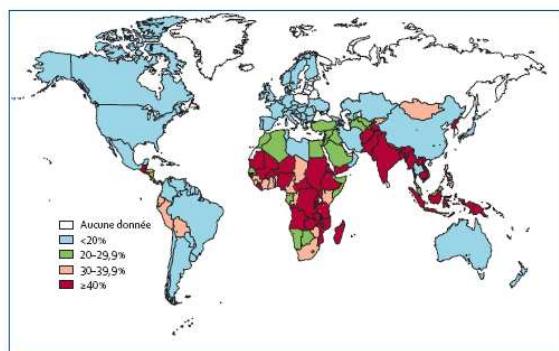
C'est dans ce contexte que la revue scientifique britannique *The Lancet* a publié une série d'articles qui rappellent que des solutions existent pour prévenir et soulager les effets de la malnutrition. Mais surtout, ils ont le mérite d'ouvrir le débat sur l'articulation nécessaire entre les différentes actions et de rappeler la complexité du phénomène qui exige une mobilisation de la recherche, des décideurs et des praticiens du développement.

Mieux cerner les effets de la malnutrition

La malnutrition maternelle et infantile reste aujourd'hui la cause sous-jacente de plus d'un tiers des décès (3,5 millions) chez les enfants de moins de 5 ans.

En 2005, 32% (178 millions) des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique (retard de croissance –**Encadré No. 1**) dans les pays à revenu faible et intermédiaire. L'Afrique sub-saharienne et l'Asie du Sud concentrent les prévalences les plus élevées au monde (**carte No. 1**). 10% (55 millions) des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë (émaciation –**Encadré No. 1**) dont 3,5% (19 millions) souffrent de malnutrition aiguë sévère (émaciation sévère¹), critère souvent retenu pour décider d'interventions thérapeutiques.

Carte No. 1 : Prévalence de la malnutrition chronique (retard de croissance) chez les enfants de moins de 5 ans en 2005



Source : *The Lancet*, 2008



¹ L'émaciation sévère est définie comme un rapport taille/poids situés trois écarts-types en dessous de la moyenne, contre deux écarts-types pour l'émaciation.

Encadré No. 1 : Définition de la malnutrition, indicateurs et seuils (d'après le Lancet)

La malnutrition est causée par un apport alimentaire pauvre ou inadapté qui ne fournit pas suffisamment les différents nutriments nécessaires et/ou par des maladies infectieuses courantes, telles la diarrhée. L'indicateur poids/taille (émaciation ou « wasting » en anglais) est utilisé pour détecter les cas de malnutrition aiguë, qui traduit la situation nutritionnelle sur le court terme. Un taux élevé de malnutrition aiguë traduit donc un choc dans la consommation alimentaire et/ou la survenue d'une maladie. L'indicateur taille/âge (retard de croissance ou « stunting » en anglais) est utilisé pour détecter les cas de malnutrition chronique. Un taux élevé de malnutrition chronique exacerberait la vulnérabilité des populations et leur capacité à faire face à une crise alimentaire, les populations touchées par la malnutrition chronique se retrouvant très exposées à un risque de malnutrition aiguë. L'indicateur poids/âge (insuffisance pondérale ou « underweight » en anglais) est plus difficile à interpréter, car il peut illustrer une situation de malnutrition aiguë comme chronique.

Tableau 1 : Classification définie par l'OMS pour évaluer la sévérité de la malnutrition chez les enfants de 0-59 mois

Indicateur	Prévalence			
	faible	moyenne	élevée	très élevée
Insuffisance pondérale (% poids-âge)	<10	10-19	20-29	>30
Emaciation (% poids-taille)	<5	5-9	10-14	>15
Retard de croissance (% taille-âge)	<20	20-29	30-39	>40

Source : OMS

Aussi, le Lancet consacre-t-il les deux premiers articles de sa série à évaluer les impacts à court et à long terme de la malnutrition. Les analyses indiquent que le retard de croissance, l'émaciation sévère et le retard de croissance intra-utérine (RCIU) représentent, cumulés, 21% des cas de mortalité et de morbidité chez les enfants de moins de 5 ans. *La malnutrition est ainsi de loin le premier facteur de risque* pour ce groupe de la population (**tableau No. 2**).

Tableau No. 2 : Mortalité et poids global de la morbidité (en DALY²) chez les enfants de moins de 5 ans attribués aux mesures de l'état nutritionnel en 2004

	% de décès	% de DALY
Insuffisance pondérale	19,0	18,7
Retard de croissance	14,5	12,6
Emaciation	14,6	14,8
Dont émaciation sévère	4,4	6,0
Retard de croissance intra-utérine/ faible poids à la naissance	3,3	3,1

Source : *The Lancet*, 2008

A long terme, le Lancet met en avant une forte relation entre la malnutrition chronique (retard de croissance) et le développement cognitif et la réussite scolaire. Les analyses concluent que le meilleur déterminant pour un capital futur est la « taille-pour-âge » chez l'enfant de 2 ans. Aussi, comme le retard de croissance à des effets irréparables sur les enfants de cet âge, *les interventions nutritionnelles pendant la période de la grossesse et des 24 premiers mois de vie sont fondamentales et prioritaires*³.

Un panel de mesures pour soulager les effets immédiats de la malnutrition

Face à l'ampleur et à l'urgence du défi, le Lancet a choisi de consacrer le troisième article de sa série aux facteurs de risques et aux mesures qui permettent de prévenir et de soulager les effets immédiats de la malnutrition maternelle et infantile. Face aux facteurs de risques identifiés (**tableau No. 3**), le Lancet indique que les *conseils en allaitement maternel*⁴, *l'alimentation de complément adaptée et les suppléments en vitamine A et en zinc* ont un potentiel important de réduction de la mortalité infantile et de morbidité. Les interventions destinées à augmenter les apports en fer et en iodes ont des impacts limités sur la mortalité et la morbidité infantiles, mais sont impor-

² Le poids de la morbidité est exprimé en DALY (disability-adjusted life years –années de vie ajustées sur l'incapacité), une mesure de l'écart entre la santé actuelle d'une population et une situation idéale où tous les individus de la population vivent en bonne santé jusqu'à un âge avancé.

³ Y. Martin-Prével et F. Delpach précisent dans la publication de l'IRD que les 6 mois avant la grossesse sont également cruciaux.

⁴ L'UNICEF préconise notamment de commencer l'allaitement très rapidement après la naissance et de procéder à un allaitement exclusif jusqu'à l'âge de 6 mois.

tantes pour la survie maternelle et pour le développement cognitif futur des enfants.

Tableau No. 3 : Facteurs de risques pour la mortalité et la morbidité chez les enfants de moins de 5 ans

	% de décès	% de DALY
Carcènes en vitamine A	6,5	5,3
Carcènes en zinc	4,4	3,8
Carcène en fer	0,2	0,5
Carcène en iodé	0,03	0,6
Allaitement maternel inadapté	13%	10%

Source : *The Lancet*, 2008

Les analyses montrent que la promotion de l'allaitement maternel est un levier d'action particulièrement important : avec une couverture de 99 %, la promotion de l'allaitement maternel pourrait réduire la mortalité chez les enfants de moins de 36 mois de 9,1 % et les DALY de 8,6 %. Quant aux conseils relatifs à l'alimentation de complément, ils sont plus efficaces pour réduire le retard de croissance.

La complexité et l'ampleur du phénomène appellent des politiques ambitieuses et globales

Les travaux publiés par le Lancet ont l'avantage de montrer qu'il existe des interventions efficaces à mettre en place pendant la fenêtre d'intervention clé de la grossesse et des 24 premiers mois. Ces travaux montrent notamment que *l'éducation nutritionnelle des mères est cruciale*, une interpellation forte par rapport à la tendance de la communauté internationale à se concentrer sur les actions destinées à augmenter les apports en micronutriments.

Et pourtant, ces interventions permettant de lutter contre les effets immédiats de la malnutrition ne permettront pas à elles seules de s'attaquer au problème de la malnutrition. Y. Martin-Prével et F. Delpeuch de l'IRD insistent sur la nécessité de *davantage investir dans la prévention de la malnutrition*. Pour eux, il est crucial de mettre en place un continuum entre le traitement des cas aigus-sévères, le traitement des malnutris modérés et la prévention par des actions touchant les différents piliers de la malnutrition. En particulier, les chercheurs de l'IRD mettent en garde contre l'usage préventif à large échelle des nouvelles solutions thérapeutiques qui ont révolutionné le traitement des cas de malnutrition aiguë sévère (le « plumpy nut » notamment).

La mise en place d'un tel continuum exige une bonne compréhension des causes de la malnutri-

tion. Or, les chercheurs de l'IRD soulignent que la compréhension des phénomènes de malnutrition ne fait pas l'objet d'un cadre conceptuel partagé. La crise alimentaire et nutritionnelle qui a frappé le Niger en 2005 a mis à mal l'idée simpliste d'une stricte adéquation entre production et état nutritionnel. Dans son étude « *De l'agriculture à la nutrition* », la Banque mondiale va dans le même sens, en indiquant que la relation entre production agricole et nutrition est complexe et nécessite d'être revisitée. En aucun cas, l'augmentation de la production agricole peut à elle seule résoudre les problèmes de malnutrition, ni même de sous-alimentation. De même, des progrès récents ont été réalisés pour mieux comprendre les liens entre vulnérabilité alimentaire et nutrition, à l'image des travaux de l'ONG Save the Children qui analysent les déterminants de la malnutrition en tenant compte de l'économie alimentaire des ménages.

Face à la complexité, à l'ampleur et au caractère multisectoriel du phénomène, les gestionnaires de programmes nationaux sont souvent démunis lorsqu'il s'agit de mettre en place des interventions efficaces appuyées par des politiques appropriées afin de lutter contre la malnutrition.

La mise en place d'actions pertinentes et efficaces pose l'épineuse question du *suivi de la situation nutritionnelle des populations*, qui s'est révélé particulièrement défaillant pour anticiper la crise au Niger en 2005. Quels indicateurs sont suffisamment fiables et compréhensibles par les décideurs ? Dans quelle mesure est-il possible de les collecter en routine ? Comment faire en sorte que les décideurs aient accès à cette information ? La complexité et l'ampleur du phénomène, couplées aux moyens alloués qui sont limités, pose la question de *l'arbitrage et de l'articulation entre les différentes interventions*. Quelles sont les interventions les plus efficaces pour agir sur les différents piliers de la malnutrition ? Comment renforcer leur cohérence et les articuler dans le temps ? Autant de questions à creuser afin de soutenir les décideurs et praticiens de la nutrition.

Pour en savoir plus, RDV sur le site de ROSA:

The Lancet, *Maternal and Child nutrition 1, 2, 3, 4 & 5*
The Lancet : Série sur la malnutrition infantile, résumé
IRD, *Faim et malnutrition au Sahel, remobilisation nécessaire*, sciences au sud n°41, sept/oct 2007
Banque Mondiale, *From agriculture to Nutrition, pathways, synergies, and outcomes*, 2007
BM, *La nutrition, un objectif du Millénaire pour le développement oublié*, communiqué du 27 janvier 2008

Point sur la situation alimentaire et nutritionnelle

Aperçu Régional

Afrique de l'Est

La recrudescence des conflits et des troubles civils compromettent la sécurité alimentaire dans plusieurs pays de la région

En Afrique de l'Est et principalement dans les grands pays producteurs, les récoltes de deux dernières campagnes ont été bonnes, en dessus de la moyenne de cinq dernières années (à l'exception du Kenya et de la Somalie). Mais les conflits et les troubles civils en recrudescence ces derniers mois, ont un impact négatif sur la sécurité alimentaire dans la région.

Le système d'information et d'alerte rapide de la FAO a publié en février dernier, un rapport faisant état de la situation en Somalie, en Ethiopie et au Kenya. En **Somalie**, le groupe d'évaluation a indiqué que la situation alimentaire s'est dégradée au cours de six derniers mois comme résultat de l'escalade du conflit, essentiellement à Mogadiscio. On estime à 1 million le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays. En outre, l'augmentation des prix de denrées alimentaires et non alimentaires dans tout le pays a entraîné des problèmes d'accès à la nourriture pour les populations urbaines.

En **Éthiopie**, la production a enregistré un niveau record au cours de la campagne *meher* de 2007/08 (campagne principale). Toutefois, de nombreux ménages vulnérables demeurent exposés à l'insécurité alimentaire, notamment dans la région Somali (cf. encadré ci-dessous). Dans les autres régions, malgré une bonne disponibilité alimentaire, les prix des céréales restent élevés sur les principaux marchés. Depuis la fin 2004, on constate une tendance à la hausse des prix des principales céréales, sans diminution notable après la récolte. Ils se sont situés depuis lors en dessus de la moyenne de cinq dernières années (cf. graphique 1). Cette tendance est attribuée à une combinaison de facteurs qui ont influencé la demande et l'offre de céréales tels que l'accroissement des échanges céréaliers transfrontaliers formels et informels, l'augmentation du prix du pétrole, les achats locaux effectués par les coopératives et les organismes d'aide, ainsi que la croissance globale de l'activité économique (FAO, janvier 2008). Les nouvelles récoltes sur les marchés pourrait entraîner une diminution du prix du maïs et dans une moindre mesure, de celui du blé. Le prix du teff, la céréale de base, semble se maintenir à des niveaux plus élevés.

La région Somali de l'Ethiopie connaît une situation alimentaire très fragile

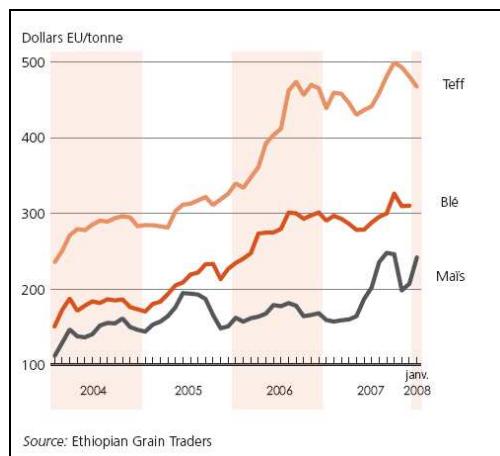
Depuis le mois de mai 2007, le gouvernement a intensifié ses opérations de sécurité pour lutter contre le mouvement rebelle ONLF (Front national de libération de l'Ogaden). Les autorités ont notamment renforcé le contrôle du flux de marchandises et de personnes au sein de la région, ainsi qu'en provenance et en direction de la Somalie voisine et du reste de l'Ethiopie. Ces restrictions imposées sur le commerce et la circulation ont des conséquences importantes sur les populations pastorales et agro-pastorales en particulier dans les zones de Gode, Korahe, Degehabur, Warder et Kebridehar. Cette région dépend du bétail, qui sert au troc et au commerce.

Le gouvernement a décidé d'assouplir les restrictions et de mettre en œuvre un plan d'intervention conjoint avec les Nations Unies et d'autres organismes humanitaires. Toutefois, la situation ne s'est guère améliorée en raison des retards de livraison de l'aide alimentaire, du nombre insuffisant de points de livraison des vivres et de problèmes de ciblage. La reprise des activités commerciales reste essentielle pour l'amélioration de la sécurité alimentaire dans la région.

Par ailleurs, les pluies insuffisantes qui sont tombées en octobre et novembre, la hausse des prix des céréales, et les restrictions qui pèsent sur le commerce et les déplacements dans certaines zones continuent de limiter l'accès des populations pastorales et agro-pastorales à la nourriture. Selon le bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA), la situation risque de s'aggraver très rapidement, à moins que le commerce et l'exportation de bétail et les distributions alimentaires commerciales et humanitaires ne reprennent normalement.

Source : FAO, février 2008

Graphique 1 : Evolution des prix des principales céréales à Addis-Abeba, Ethiopie

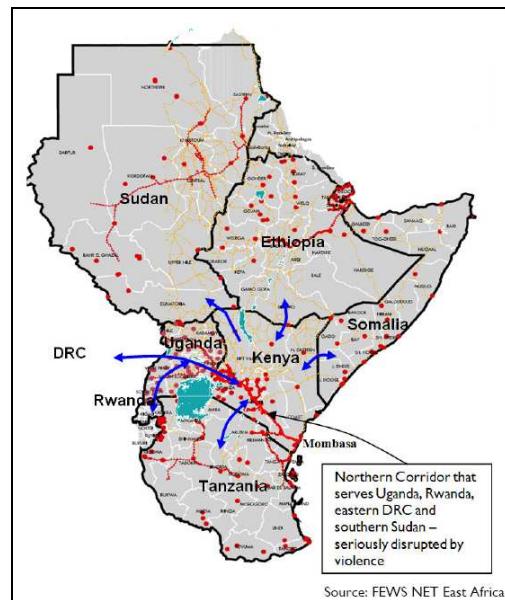


Au Kenya, les troubles politiques qui ont suivi les élections ont entraîné le déplacement d'environ 600.000 personnes. Le pays a connu d'importantes difficultés d'approvisionnement vivriers et des perturbations sur les marchés. Selon la FAO (février 2008), le coût des intrants agricoles aurait augmenté, ce qui aura une incidence sur les superficies cultivées pendant la campagne agricole de 2008. Par ailleurs, l'insécurité alimentaire s'est accrue dans les zones pastorales au nord et au sud du pays, touchées précédemment par la sécheresse.

Depuis fin février, la situation s'est stabilisée dans le pays. Mais le conflit a eu des impacts sur la sécurité alimentaire au niveau régional du fait de l'augmentation des prix des produits alimentaires et autres produits de première nécessité et des problèmes d'acheminement à partir du port de Mombasa. Cette situation a mis en évidence l'interdépendance des marchés régionaux et les liens économiques très forts entre le Kenya et ses pays voisins, notamment l'Ouganda, le Rwanda, le Sud Soudan et la République Démocratique du Congo (cf. carte 1). Le Kenya constitue pour la plupart de ces pays la principale source d'approvisionnement des produits alimentaires (et

non alimentaires) et un des principaux marchés pour les céréales et le bétail.

Carte 1 : Flux transfrontaliers entre le Kenya et ses pays voisins



L'Ouganda et le Rwanda exportent des céréales vers le Kenya et importent des produits alimentaires à travers et depuis le Kenya. Le Sud Soudan dépend du Kenya pour environ 40% de ces importations alimentaires, matériaux de construction et autres produits industriels. Cela a eu des conséquences importantes pour le Sud Soudan compte tenu de l'absence d'infrastructures routières le reliant au Nord du pays. Dans le cas de la Somalie, les flux commerciaux transfrontaliers principalement informels, ont une importance majeure pour les populations agro-pastorales et pastorales qui vendent leur bétail dans les marchés kenyans. C'est le cas également pour l'Ethiopie et la Tanzanie. Même si la crise politique semble s'apaiser, les conséquences sur l'économie kenyane auront certainement des impacts sur celles des pays voisins pour l'année 2008.

Pour en savoir plus :

- FAO, Perspectives de récole et situation alimentaire No. 1, février 2008
- FAO, Alerte spéciale No. 324, La situation alimentaire s'annonce précaire en certains endroits de la Corne de l'Afrique, février 2008
- FAO/PAM, Rapport spécial de la mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire en Ethiopie, janvier 2008
- Fews Net, East Africa Food Security Update, Special focus : Political unrest in Kenya and regional implications, janvier 2008

Brèves internationales

Biocarburants, une menace alimentaire pour le PAM...qui lance un appel aux dons

Au cours d'une audition devant des députés européens, jeudi 6 mars 2008, Josette Sheeran, directrice de l'agence du Programme alimentaire mondial (PAM), s'est inquiétée de l'impact de la politique européenne en matière de biocarburants sur la sécurité alimentaire mondiale. «*Le changement d'orientation (de nombreux exploitants) en faveur de la production des biocarburants a détourné des terres de la chaîne alimentaire*» a-t-elle expliqué. En raison de l'augmentation du prix des céréales, la Directrice estime les besoins du PAM à un demi milliard de dollars de plus que prévu pour assurer les coûts de ses projets en 2008. L'UE a répondu par la positive à cet appel du pied, en annonçant une hausse de sa participation au financement du PAM de 160 millions d'euros.

Pour en savoir plus :

[http://www.developpementdurablelejournal.com/
spip.php?article2196#](http://www.developpementdurablelejournal.com/spip.php?article2196#)

Face à la hausse des cours mondiaux, le Burkina Faso supprime les droits de douane sur le riz, le lait et les « macaroni »....

Face à des manifestations contre la cherté des aliments qui ont eu lieu dans plusieurs villes du pays, le Gouvernement du Burkina Faso a décidé, lors du Conseil des ministres du 27 février 2008, la suspension pour 3 mois renouvelables des droits de douane sur des produits tels le lait en poudre pour bébé, le lait concentré, les pâtes alimentaires, le riz, le sucre et le sel.

Ce qui n'est pas sans susciter des interrogations sur le coût et les conditions d'efficacité de telles mesures de politique commerciale.

Pour en savoir plus :

<http://www.lefaso.net/spip.php?article25882&rubrique3>

(article référencé dans le bulletin de veille de l'Inter-réseaux)

...Pendant que le Sénégal réfléchit à encadrer les marges des commerçants

L'Etat du Sénégal a renoncé courant 2007 à plus de 23% de droit de douane et de taxes sur les importations des denrées de première nécessité. Un manque à gagner d'au moins 20 milliards de Fcfa pour le second semestre 2007 estime-t-on au Ministère de l'économie et des finances. Et surtout, ces mesures n'ont apparemment pas permis d'enrayer la hausse des prix à la consommation. Face à cette situation, les pouvoirs publics pointent du doigt les opérateurs économiques qui « captent » des marges «anormalement » élevées. Aussi le gouvernement envisage-t-il d'encadrer les prix si les opérateurs ne reviennent à la raison. Face à cette menace, ces derniers dégagent en touche. «L'inflation est indépendante de notre volonté. L'Etat le sait très bien. Ni lui, ni nous ne pouvons influer sur les cours mondiaux qui flamboyent. C'est un phénomène mondial », souligne Mor Talla Kane, le Directeur exécutif de la Confédération nationale des employeurs du Sénégal (Cnes).

Pour en savoir plus :

<http://www.sudonline.sn/spip.php?article9422>

(article référencé dans le bulletin de veille de l'Inter-réseaux)

Ce bulletin a été rédigé par l'équipe du GRET chargée de l'animation du ROSA (Réseau opérationnel de sécurité alimentaire). C'est une initiative de EuropeAid E6 (appui thématique sécurité alimentaire, développement rural et environnement) en collaboration avec EuropeAid G4 (formation et gestion des connaissances). Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission européenne.